

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT TROIS CONGRÈS

Il y a près d'un an paraissent dans ces colonnes le premier billet de cette rubrique qui, malgré une interruption de quelques semaines, a comporté 25 articles. Depuis l'époque où nous nous élevions contre la réduction des crédits de l'E.N. qu'est-il advenu ?

Le 15 juin, l'Assemblée Nationale se déclarant émue des vives protestations soulevées par l'annonce de réduction de crédits, votait un projet de loi destinée à sauvegarder le budget de l'E.N.

Le 13 septembre, un décret fixe à 2 milliards 500 millions la réduction à effectuer sur les crédits de l'E.N.

Le 26 octobre, le ministre P.-O. Lapie annonce qu'il demandera d'urgence une AUGMENTATION DE CREDIT DE 20 MILLIARDS.

Le 21 novembre, vote unanime d'une proposition de loi interdisant toute réduction de crédits, cependant que la population scolaire augmentait dans des proportions énormes.

Depuis, décrets et projets contradictoires ont réduit les crédits des centres d'apprentissage, menacé l'enseignement technique, La Sécurité sociale des étudiants est éternellement visée.

L'insécurité de ces mesures n'est à la vérité qu'apparente. Dans la lutte acharnée qu'il a fallu mener contre le gouvernement, les organisations syndicales ont eu, en effet, l'occasion de se durcir, stimulées par leurs éléments les plus lucides. Et ce durcissement a été ressenti dans les « hautes sphères » au point que certaines décisions qui en émanaient ont dû être, pour un temps, rapportées.

Mais le fait qu'à un moment donné, la F.E.N., le S.N.I., le S.N.E.S.R.S. ou le S.N.E.R.P. aient adopté des positions fermes ne signifie nullement qu'il en sera toujours de même et il faut souligner que bien des résistances restent à vaincre en leur sein. C'est dire, à la veille du renforcement de la contrainte étatique qui suivra les élections, toute la persévérance dont les minorités devront faire preuve pour que la remise en question des bases essentielles de l'enseignement ne se solde pas par une régression. Cette persévérance, pour être féconde, devra s'exercer sous le signe de la cohésion : il importe de prévoir et de prévenir les manœuvres gouvernementales, de diffuser largement les procédés de contre-offensive, d'ORGANISER LA LIAISON ENTRE TOUS LES ÉLÉMENTS désireux d'œuvrer contre les atteintes scandaleuses dont l'enseignement est victime.

A cet égard, les congrès syndicaux présentent généralement un terrain favorable aux prises de contact. Ainsi, durant les vacances de Pâques, se déroulent des congrès groupant des milliers d'éléments qui sont susceptibles d'influer sur l'orientation des divers syndicats : celui de l'Ecole Maternelle à Montpellier, celui de la Ligue de l'Enseignement à Alger et, enfin, pour ce qui est du syndicalisme étudiant, celui de l'U.N.E.F. à Aix-les-Bains.

Il importe que lors de ces congrès, en premier lieu, se regroupent les militants et sympathisants anarchistes, en second lieu, qu'ils organisent en liaison avec nos sections locales la diffusion de nos positions. D'ORES ET DÉJÀ, IL FAUT FAIRE FRONT AUX MENACES GOUVERNEMENTALES CONTRE L'ENSEIGNEMENT, SANS OMETTRE CELLES QUI ÉMANENT DE L'ÉGLISE. Seul un vaste recouvrement, à travers les minorités actives, permettra de réaliser un tel objectif. Soyons conscients du danger et nous pourrions lutter efficacement !

LA COMMISSION A L'ÉDUCATION.

S'adresser :
POUR ALGER : Doukhan, M.L.N.A., 6, rue du Roussillon, Alger.
POUR MONTPELLIER : Vailland Bernard, 3, rue Aubert, Montpellier.
POUR AIX-LES-BAINS : S'adresser 145, quai de Valmy, Interjac Anarchiste, qui transmettra.

SOLIDARITÉ au Peuple espagnol

(Suite de la première page)

Travail à Paris : le Centre intersyndical du 20^e arr. ; les comités de St-Ouen ; les comités exécutifs de la A.O.P., de Delahaye, de S.N.E.C.M.A.-Kellermann, les travailleurs de l'Air Comprimé.

Les travailleurs des H.L.M. (chantier E.S.C.A.), à Dugny, ont débrayé et ceux de Saclay (chantier des Étangs).

Les sections syndicales C.G.T. et F.O. de l'Union de Récupération de la Sécurité Sociale, dans le 19^e arrondissement, ont protesté contre la terreur franquiste.

Également, les sections syndicales C.G.T., F.O., Autonomes de l'usine Tugram, à Gennevilliers ; C.G.T., C.F.T.C., Autonomes de la maison Jermont, à la Plaine-Saint-Denis ; les travailleurs de l'usine Vain à Issy-les-Moulineaux ; ceux de Renault, à Saint-Denis ; de Albas, à Suresnes et le Comité central de l'Union des Syndicats de Métallurgie de la Seine, des travailleurs

des ateliers de construction Lavalette, à Saint-Ouen ; de la section syndicale « Tourneville » du personnel des organismes de Sécurité sociale de la R.P.

La section syndicale Alstom, à St-Ouen ; le personnel de la Caisse régionale de la Sécurité Sociale de Paris ; les ouvriers boulangers de Saint-Ouen ; les courriers C.G.T. et C.F.T.C. des établissements Bliss, à Saint-Ouen ; le personnel de la maison Charlin, à Montreuil, etc.

L'Union des Syndicats de Haute-Garonne a envoyé une délégation auprès du consulat espagnol de Toulouse, protester contre la sauvage répression franquiste.

A Paris, le « Front Étudiant » a exprimé sa solidarité aux étudiants espagnols. Le Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne nous a également fait parvenir une motion, ainsi que le bureau du S.N.I.

En dernière heure, nous parvenant une motion extrêmement vigoureuse du Mouvement de Libération du Peuple (ex M.P.F.).

Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser 145, quai de Valmy.

POUR MONTPELLIER : Vailland Bernard, 3, rue Aubert, Montpellier.
POUR AIX-LES-BAINS : S'adresser 145, quai de Valmy, Interjac Anarchiste, qui transmettra.

PARIS-NORD — Assemblée générale du groupe le samedi 31 mars à 20 h. 30, Café Le Vieux Normand (face métro Rome). Ordre du jour : Congrès régional.

ST-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, Bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

VERSAILLES. — Réunion du groupe tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser à la permanence Café Héloïse, 23, rue Monbaillon ou au vendeur du « Lib », chaque dimanche, au marché.

REIMS. — Réunion le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, à 20 h., au Café du Port-Sec, 13, rue Gosset. Un service de librairie fonctionne tous les dimanches matin sur le marché Jean-Jaures.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h. 30, rue Jean-Jaures. Sympathisants écrire à Henriette Le Schedic, 33, rue Jean-Jaures.

LOREIN. — Libéraristes et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis de 19 h. à 19 h. 45, café Bozoc, quai des Indes.

SAINT-NAZAIRE. — Libéraristes et sympathisants. Pour renseignements, s'adresser à : Bide Félix, bâtiment F. 1, groupe Gambetta, Saint-Nazaire.

GERMINAL-MACON. — Tous les camarades désireux de participer au mouvement anarchiste français, sont invités à se mettre en relation avec le camarade Charron Marcel, Pierreclos (S.-E.-L.).
Pour tout ce qui concerne la littérature, s'adresser au camarade Guy Bourgeois 1, place Saint-Pierre, Macon.

LE CRUSOT-MONTCHAMIN-LES-MINNES. — Les lecteurs du « Lib » et sympathisants libéraristes sont priés de bien vouloir prendre contact avec le camarade Boulay, n° 183 à la Glacière, Montchamin.

NIEVRE. — Les libéraristes et sympathisants de ce département, sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Friccéd, Les Berins, par Nancy (Nievre).

LE MANS. — Réunion du groupe premier vendredi de chaque mois. Renseignements et adhésions :
Secteur Nord : Paul Mauget, 15 avenue L.-Cordelet.
Secteur Sud : Raymond Beaulaton, 51, rue de Ruandin.

En vue de la reformation du Groupe de Brive, les camarades militants ou sympathisants libéraristes de la région, sont invités à écrire à Jean Viellemaringe, cordonnier, à Aubazine, Corrèze, qui se tiendra à leur disposition pour tous renseignements.

Le secrétaire.

DANS ses revendications syndicales, l'U.N.E.F. a été suivie, mais les milliers d'étudiants qui manifestaient entre la rue Soufflot et le Palais-Bourbon avaient-ils réellement conscience de cette lutte syndicale ?

Contrairement à la presse en général, qui communiste loue l'effort de ses militants, qui R.P.F. acclame le geste de Sarvonnat, président de l'U.N.E.F. qui plus ou moins réactionnaire se fie, quant aux résultats, aux slogans lancés boulevard Saint-Germain : « Lapie démission », « essayons ici de faire l'analyse la plus exacte de cette journée du 15 mars ».

Nous avons suffisamment exposé dans ces mêmes colonnes les causes qui suscitèrent une telle décision : la veille de son Congrès l'U.N.E.F. souleva aux principes démocratiques qui sont son armature. Pour la défense de la Sécurité Sociale aux étudiants, Sarvonnat demanda à tous les universitaires de se retrouver (à Paris), rue Soufflot, vers 15 heures. Chaque organisation devait, avant tout, tirer parti de cette situation et, par la force de ces choses, communistes comme réactionnaires de droite se retrouvant devant les faces comme piquet de grève, une fois de plus se tiennent la main dans le seul but de faire de cette journée la leur (cf. les tracts de P. C. du vendredi 16).

Au cours de cette journée, nous avons vu un bon nombre de professeurs s'y associant d'ailleurs — ou sympathisant tout au moins avec leurs étudiants — (faces autres que Droit). Les étudiants sur le Boul'Mich, suivent le mouvement, crient. Bien vite pour quelques éléments irresponsables, l'ambiance parfaite du monde du boulot. Pourtant, en dehors de cette foule d'étudiants et d'étudiantes ont créé un mouvement identique à celui du mois de juin, une minorité agit, des délégations iront à l'Assemblée, au ministère de l'Éducation Nationale. Elles ne seront pas reçues mais seront la proie des filles.

Pourquoi ? C'est ce que nous voulons expliquer, ce qu'un journal n'a pu faire.

Cette journée Sarvonnat apparaît pour un bon nombre d'étudiants soucieux de leurs revendications comme un monôme de panins. Revendiquer n'est pas crier des obscénités, revendiquer c'est faire la grève, mais une grève, pas un « débrayage » d'une journée à courir le quartier, à s'exciter en face des filles, à retourner les voitures ou à briser leur devanture...

Dans les rangs qui défilèrent carrefour de l'Odéon, combien avaient le sens de leur grève ? Si peut Majorité heureuse de ne pas aller au cours, majorité n'ayant à bénéficier de la Sécurité Sociale parce que de famille aisée, une intervention chirurgicale se fera à la clinique, non à l'hôpital. Combien savaient que les sanatoriums risquaient d'être supprimés, combien savaient même ce pour quoi ils étaient là, trouvant belle anabine dans certains cas pour chahuter comme au bac. Oui, Sarvonnat, là vous avez réussi, mais nombreux sont les jeunes qui ne s'associent pas à vos menées bien faibles, qui sont, tout simplement, stupides.

Les étudiants libéraristes, comme leurs camarades progressistes du Comité Front

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

**GALA ANNUEL
DE « DÉFENSE
DE L'HOMME »**
Un programme de choix...
13 AVRIL 1951
PALAIS DE LA MUTUALITÉ
retirer les places
145, quai de Valmy, Paris (10^e)

THIERS — Les groupes et les camarades isolés doivent s'adresser : Secrétariat régional, Rémy Dugne, aux Fichardes, Le Pontet.

8^e REGION

LYON-CENTRE. — Chaque samedi : à 16 h. 30, au siège, 71, rue Bonnel, permanence pour adhésions, cotisations, bibliothèque. Les premiers samedis du mois, réunion du groupe, à 17 h. 30.

LYON-JEUNESSE. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Chârtreux, Lyon-Croix-Rousse.

10^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les deuxième, troisième et quatrième vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie tous les dimanches matin, face 11, rue du Taur. Vente à la criée, rue Saint-Sernin.

MARSEILLE FA-4. — Des jeunes militants révolutionnaires libéraristes font savoir qu'un « Cercle d'Études Sociales » fonctionne à Marseille depuis février.

Réunion intérieure du groupe tous les mardis de 19 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2^e étage, Marseille 1^{er}.

Dimanche 1^{er} avril, à 10 h. précises, Bar « Provence », cours Lieusaud, Marseille.

Réunion d'information ouverte à tous les anarchistes et sympathisants.

SAINT-ANTOINE-MARSEILLE. — Informe les camarades sympathisants qu'ils ont au groupe une bibliothèque circulaire. Réunion tous les dimanches matin, chez Baffoné, bar, près de l'église de St-Antoine.

GRAND-COMBE. — Pour tous renseignements, vente du « Lib » et librairie, s'adresser à : R. Testud, 10, rue A.-France.

COURRIER ADMINISTRATIF

Le secrétaire administratif dans le souci d'accomplir son travail le plus correctement possible demande, dans l'intérêt de tous ses correspondants, de ne lui écrire que dans l'absolue nécessité, sous forme de lettres brèves dont l'objet doit être indiqué en haut de page. S'il y a lieu, il est recommandé d'employer une feuille par sujet, afin que les lettres ne soient pas mélangées. Il est demandé également d'inscrire lisiblement et d'employer les lettres capitales pour les noms et adresses. Au verso de chaque mandat ou virement de c.c.p., doivent être indiquées lisiblement les raisons du versement. Le secrétaire informe tous les camarades, que toute lettre illisible sera sans plus de recherche détruite, que tout versement par c.c.p. ou mandat-carte sans raison ne seront pas indiqués au verso sera viré à la souscription, nonobstant toutes lettres antérieures ou ultérieures.

Ces mesures ne sont dictées que par l'intérêt général. Le secrétaire administratif ne donnera satisfaction à tous, que dans la mesure où chacun facilitera son travail au maximum.

Le secrétaire administratif.

CONGRÈS DE LILLE. — Tous les groupes ou isolés qui désirent participer au congrès de Lille sont priés instamment de se mettre en règle avec leur région respective.

ENFANCE... JEUNESSE...

La grève des étudiants

Étudiants, ou du Cartel des Étudiants antiraciste et antifasciste, s'avent la portée véritable de cette journée : se rappeler pour les messieurs de l'U.N.E.F., au souvenir des Corps et A. C.

Mais nous voulons l'aboutissement de nos revendications, grève illimitée, grève d'action si cela est nécessaire, et non pas seulement visite à l'Assemblée pour l'obtenir que le bon sourire des députés communistes. L'Assemblée va avoir à étudier la question de la réduction du budget, à sa réponse négative pourquoi pas à nouveau la grève, mais une grève véritable, organisée, sur le plan national (cf. les tracts de P. C. du vendredi 16).

Au cours de cette journée, nous avons vu un bon nombre de professeurs s'y associant d'ailleurs — ou sympathisant tout au moins avec leurs étudiants — (faces autres que Droit). Les étudiants sur le Boul'Mich, suivent le mouvement, crient. Bien vite pour quelques éléments irresponsables, l'ambiance parfaite du monde du boulot.

Pourquoi ? C'est ce que nous voulons expliquer, ce qu'un journal n'a pu faire.

Cette journée Sarvonnat apparaît pour un bon nombre d'étudiants soucieux de leurs revendications comme un monôme de panins. Revendiquer n'est pas crier des obscénités, revendiquer c'est faire la grève, mais une grève, pas un « débrayage » d'une journée à courir le quartier, à s'exciter en face des filles, à retourner les voitures ou à briser leur devanture...

Dans les rangs qui défilèrent carrefour de l'Odéon, combien avaient le sens de leur grève ? Si peut Majorité heureuse de ne pas aller au cours, majorité n'ayant à bénéficier de la Sécurité Sociale parce que de famille aisée, une intervention chirurgicale se fera à la clinique, non à l'hôpital. Combien savaient que les sanatoriums risquaient d'être supprimés, combien savaient même ce pour quoi ils étaient là, trouvant belle anabine dans certains cas pour chahuter comme au bac. Oui, Sarvonnat, là vous avez réussi, mais nombreux sont les jeunes qui ne s'associent pas à vos menées bien faibles, qui sont, tout simplement, stupides.

Les étudiants libéraristes, comme leurs camarades progressistes du Comité Front

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

Si la France n'est plus capable de s'entendre avec le Sultan il ne faudra pas s'étonner si d'ici 12 ou 15 mois l'O.N.U. prend la place de cette dernière et reprend, plus compréhensive, la discussion avec le souverain. La France est en train de recommencer l'histoire de l'Indochine. Après l'occupation japonaise, il fallait un homme intelligent, elle donna le pouvoir à un militaire orgueilleux, Thierry d'Argenlieu, qui compromit au départ toutes les possibilités d'entente : ce monsieur commandait 1945 et 1946. Faute d'une entente avec Ho Chi Minh on s'accommoda de Bao Dai. Au Maroc nous avons le militaire et faute du sultan on découvrit déjà un El Glaoui. Malheureusement pour la France comme il n'y a pas, près de l'empire chérifien, une Chine communiste, les grands États ne tarderont pas à porter un vil intérêt aux légitimes demandes du monarque.

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

Si la France n'est plus capable de s'entendre avec le Sultan il ne faudra pas s'étonner si d'ici 12 ou 15 mois l'O.N.U. prend la place de cette dernière et reprend, plus compréhensive, la discussion avec le souverain. La France est en train de recommencer l'histoire de l'Indochine. Après l'occupation japonaise, il fallait un homme intelligent, elle donna le pouvoir à un militaire orgueilleux, Thierry d'Argenlieu, qui compromit au départ toutes les possibilités d'entente : ce monsieur commandait 1945 et 1946. Faute d'une entente avec Ho Chi Minh on s'accommoda de Bao Dai. Au Maroc nous avons le militaire et faute du sultan on découvrit déjà un El Glaoui. Malheureusement pour la France comme il n'y a pas, près de l'empire chérifien, une Chine communiste, les grands États ne tarderont pas à porter un vil intérêt aux légitimes demandes du monarque.

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

Si la France n'est plus capable de s'entendre avec le Sultan il ne faudra pas s'étonner si d'ici 12 ou 15 mois l'O.N.U. prend la place de cette dernière et reprend, plus compréhensive, la discussion avec le souverain. La France est en train de recommencer l'histoire de l'Indochine. Après l'occupation japonaise, il fallait un homme intelligent, elle donna le pouvoir à un militaire orgueilleux, Thierry d'Argenlieu, qui compromit au départ toutes les possibilités d'entente : ce monsieur commandait 1945 et 1946. Faute d'une entente avec Ho Chi Minh on s'accommoda de Bao Dai. Au Maroc nous avons le militaire et faute du sultan on découvrit déjà un El Glaoui. Malheureusement pour la France comme il n'y a pas, près de l'empire chérifien, une Chine communiste, les grands États ne tarderont pas à porter un vil intérêt aux légitimes demandes du monarque.

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

Si la France n'est plus capable de s'entendre avec le Sultan il ne faudra pas s'étonner si d'ici 12 ou 15 mois l'O.N.U. prend la place de cette dernière et reprend, plus compréhensive, la discussion avec le souverain. La France est en train de recommencer l'histoire de l'Indochine. Après l'occupation japonaise, il fallait un homme intelligent, elle donna le pouvoir à un militaire orgueilleux, Thierry d'Argenlieu, qui compromit au départ toutes les possibilités d'entente : ce monsieur commandait 1945 et 1946. Faute d'une entente avec Ho Chi Minh on s'accommoda de Bao Dai. Au Maroc nous avons le militaire et faute du sultan on découvrit déjà un El Glaoui. Malheureusement pour la France comme il n'y a pas, près de l'empire chérifien, une Chine communiste, les grands États ne tarderont pas à porter un vil intérêt aux légitimes demandes du monarque.

La récente conférence de presse faite par Jean Rous a jeté la lumière sur toutes les faibles répandues par le palais de Rabat contre l'istigal ; les manifestations spontanément organisées par les services de la Sûreté pour servir d'épouvantail à nos étudiants, les déclarations du labyrinthe de la Résidence, El Glaoui pour l'instant, et le rassemblement de ses mercenaires, couvre la France de ridicule aux yeux des observateurs étrangers. Par quelle aberration des responsables du gouvernement se sont-ils engagés dans de telles stupidités. Plus que le conflit lui-même les à-côtés carnavalesques employés démontrent que la direction du Protectorat est entre les mains de gens incapables. Au cours de l'intéressante conférence de J. Rous, à laquelle assistaient des étrangers au grand complet, nous eûmes la surprise d'entendre une intervention de M. Louis Dumat, porte-parole du monde d'affaires casablancais, qui reconnut l'obligation et la possibilité d'entente entre le Palais impérial et la France. Je dis volontairement la France et non Rabat car il semble inutile d'envisager des projets d'entente tant qu'une sérieuse réorganisation n'aura pas été faite dans ce moulin à bêtises. Il est regrettable que l'opinion publique soit si blâsée et ne suive ce sujet que de très loin. D'autre part, il faut remarquer que l'indépendance de la presse parisienne en cette circonstance. A part « Franc-Tireur » et « Le Monde » la discrétion des journaux a dépassé tout ce que pouvait espérer la présidence du Conseil. Une presse aussi conformiste est mûre pour sa disparition et nous ne pouvons que nous réjouir de l'agonie où elle entre maintenant.

En ce moment le gouvernement, malgré son instabilité, veut sortir de l'impasse et remettre de l'ordre dans ses relations avec S.M. Mohamed Ben Youssef Ben Hassam. Les promesses du 26 novembre 1944 faites par Gabriel Puaux doivent avoir une suite. Le rapport présenté le 30 mars 1946 à M. Eric Labonne doit avoir une réponse. L'organisation syndicale des travailleurs marocains doit enfin être discutée. Quelle que soit la direction où l'on regarde on découvre une volonté évidente d'escamotage de toute discussion réelle dans tous les domaines. Depuis 1944 la comédie continue et les incapables du gouvernement espèrent que cette comédie pourra se poursuivre indéfiniment. Le duel entre les deux palais a au

Si la France n'est plus capable de s'entendre avec le Sultan il ne faudra pas s'étonner si d'ici 12 ou 15 mois l'O.N.U. prend la place de cette dernière et reprend, plus compréhensive, la discussion avec le souverain. La France est en train de recommencer l'histoire de l'Indochine. Après l'occupation japonaise, il fallait un homme intelligent, elle donna le pouvoir à un militaire orgueilleux, Thierry d'Argenlieu, qui compromit au départ toutes les possibilités d'entente : ce monsieur commandait 1945 et 1946. Faute d'une entente avec Ho Chi Minh on s'accommoda de Bao Dai. Au Maroc nous avons le militaire et faute du sultan on découvrit déjà un El Glaoui. Malheureusement pour la France comme il n'y a pas, près de l'empire chérifien, une Chine communiste, les grands États ne tarderont pas à porter un vil intérêt aux légitimes demandes du monarque.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

Conclusion

VERS 1923, le jeune révolutionnaire russe Volodia Smirnov, ancien bolchevik démissionnaire, écrivait : « Il n'y a jamais eu en Russie de révolution prolétarienne, ni de dictature du prolétariat. Il y a eu simplement une « révolution populaire » par le bas et une dictature bureaucratique par le haut. Lénine n'a jamais été un idéologue du prolétariat. Du début à la fin il a été un idéologue de l'intelligentsia » (1).

Qu'on remplace les mots « Russie » et « Lénine » par « Chine » et « Mao Tse Tung », et on aura une bonne définition de la prétendue « Chine Rouge », de sa structure de classe et de ses destinées.

Cependant, il est une différence entre l'évolution chinoise et l'évolution russe sur laquelle il convient d'insister en terminant.

Depuis Octobre 1917 et les « semi-bureaucraties » bolcheviques, la bureaucratie a beaucoup appris. La Russie a été le prototype de la liquidation sanglante et dévastatrice d'une profonde société de conquêtes populaires par l'exploitation bureaucratique. Mais, dans ce processus de mise en esclavage des travailleurs russes, la bureaucratie a souvent fait des « faux pas », a souvent manqué d'être débordée par les événements. Par exemple, le communisme de guerre a été imposé par les ouvriers contre les bolcheviques des 1918 ; la mise en pratique de la N.E.P. (Nouvelle Politique Économique) dès 1921 a été imposée par la colère paysanne ; lorsque Lénine donnait des concessions aux capitalistes étrangers, lorsqu'il se serait la vie ou au contraire la serait aux masses, il allait à l'aventure. La bureaucratie était ignorante et malhabile.

De plus, la structure interne du parti dictatorial n'était pas monolithique. Plus exactement, si les grands chefs s'accordaient sur le principe du parti unique, Trotsky compris (il montrait par là sa vision bureaucratique des événements), il y avait une lutte incessante entre les fractions, ouverte et déclarée, pour s'emparer de l'État soviétique. D'autre part, certaines groupes de tendance authentiquement prolétarienne (comme le « Groupe ouvrier » et son leader Gabriel Myasnikov) purent lutter dans le parti jusqu'en 1922-1923 au nom de la liberté, du pluralisme des organisations politiques, du droit des masses à s'auto-gouverner, toutes choses qui s'opposaient dès le début aux conceptions de Lénine.

Donc, manque d'expérience économique-sociale, manque d'homogénéité, caractérisaient au début, après la prise du pouvoir, le parti dictatorial russe. Il lui fallut traverser une série de phases rendues dangereuses, non seulement par la situation critique, mais aussi par des initiatives étatiques inconsidérées. Il lui fallut traverser des « guerres de géants », Staline, Kamenyev et Zinoviev contre Trotsky. Trotsky, Kamenyev et Zinoviev contre Staline.

(1) Voir la brochure « Lénine et la Révolution » de Ciliga. Spartacus, éd. En vente au « Libéraire ».

line et Boukharine ; Staline contre eux tous, et la conclusion dans les procès de Moscou.

Mais il en est bien différemment de la Chine d'aujourd'hui. La bureaucratie est une classe qui, à travers ses chefs politiques, sait absorber les expériences de sa montée au pouvoir dans le monde entier et les assimiler. Marx disait que la théorie marxiste pouvait abréger l'enfance douloureuse de la société socialiste. En prenant le contre-pied de cette affirmation, on peut affirmer que la technique stalinienne, soigneusement codifiée, peut abréger (pour les bureaucraties) l'enfance douloureuse de la société bureaucratique. Quant aux douleurs populaires, elles n'en sont, bien entendu, qu'aggravées.

C'est ainsi qu'à plusieurs reprises on lie, avant la montée au pouvoir, des « épurations » du parti chinois, contre des éléments « trotskystes » ou « gauchistes » qui, sans être aussi sanglantes que les épurations en Russie, n'en ont pas moins une importance considérable. Certains trouvent grâce, mais c'est au prix d'un reniement : ainsi Li Li San, jadis accusé de déviationnisme et envoyé à Moscou où il a fait son mea culpa, est revenu en Chine, comme théoricien très orthodoxe du parti chinois. Une conclusion générale s'en dégage : l'Histoire ne se répète pas. La présence de Moscou accélère la tendance mondiale vers la bureaucratisation, condamne à l'avance tout chimérique espoir de glissement des partis communistes vers une politique révolutionnaire. Grâce à l'omniprésence du N.K.V.D., Staline assure l'écrasement dans l'œuf de tout ce qui pourrait contraindre le processus de bureaucratisation, condamne à l'avance tout chimérique espoir de glissement des partis communistes vers une politique révolutionnaire. Grâce à l'omniprésence du N.K.V.D., Staline assure l'écrasement dans l'œuf de tout ce qui pourrait contraindre le processus de bureaucratisation, condamne à l'avance tout chimérique espoir de glissement des partis communistes vers une politique révolutionnaire.

La force bureaucratique du parti chinois se double de la force bureaucratique du parti russe, qui n'est même pas celle de Lénine mais celle de Staline. Parallèlement, l'expérience économique-sociale chinoise profite largement de l'expérience économique-sociale russe. La « néo-démocratie » instaurée par Mao Tse Tung, quelconque qu'elle soit.

LA FÊTE DU PRINTEMPS

La meilleure récompense pour l'effort consenti par notre Commission des Fêtes dans l'élaboration d'un spectacle d'Avant-Garde, aura été l'enthousiasme dont a fait preuve le public choisi, constitué en grande partie de jeunes, qui s'était rendu à la Mutualité le 8 mars pour porter son jugement sur la formule nouvelle et dynamique que nous lui soumettions.

Dès le départ, le fulgurant « Royal Garden Blues », brillamment enlevé par Mickey Larchey et son orchestre, sut créer une atmosphère de vitalité extraordinaire qui fut, tour à tour, soutenue par les ensembles folkloriques de Paris

et du Berry, dans le répertoire du terroir, par la fresque étincelante des chansons gitanes et espagnoles de la troupe d'Antonio Montillo. Le groupe Spartacus, dans la Foire du Trône, recréa avec brio l'ambiance « jeune théâtre » toute de courage et d'improvisation et Léo Campion, toujours aussi spirituel, vint au moment juste, prouver que, lui aussi, faisait partie de l'Avant-Garde.

Merci à tous pour ce succès, merci aux excellents interprètes.

Merci aux Organisateurs, merci aussi Public ! et en avant pour la Révolution du spectacle...

Spectator.

Rencontre franco-italienne

Le Groupe Anarchiste de Vintimille (Italie) organise pour les 25-26 Mars 1951, près de Vintimille, une réunion internationale anarchiste, et invite tous ceux qui peuvent y participer. Principalement les camarades des XII^e et XIII^e régions, mieux placés.

BUTS DE LA RÉUNION :

- Echange de points de vue ;
- Connaissance entre camarades ;
- Projets pour une liaison future ;
- Raffermissement des liens internationaux ;
- Propagande anarchiste en terrain « bourgeois » ;
- Organisation d'un festival de 10 heures du matin sur la place de Bordighera (en cas de mauvais temps, se rendre à la même heure au Bar Milano, place de la Gare).

Nous assurons aux camarades qui désirent profiter de notre organisation, deux repas par jour et la chambre d'hôtel moyennant la somme de 1.200 liras (700 fr. environ).

Nous prions les camarades de nous faire connaître leur venue quelques jours avant la date de la réunion.

Le Groupe de Vintimille.

Adresser toutes les inscriptions à FERRAND, Café du Centre, 10, rue Gioffredo, à Nice. Le passeport est nécessaire, mais sans visa.

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.). — S. PARANE : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — P. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). — Aux Jeunes gens, 15 fr. (25 fr.). — R. ROCHER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROYEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBDETTE : Pour la Justice Économique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 10 fr. (20 fr.). — L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T. L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOT : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMME : Catalogue Libéraire (1938-1937), 40 fr. (65 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). — A. mon Frère le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — L. MICHEL : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — MALATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : 20 ans Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 180 fr. (215 fr.). — P.-J. PROUDHON : Du principe fédératif, 200 fr. (250 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — M. BAKOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLES : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.). — Les 12 propos subversifs, 220 fr. (310 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.). — G. BRITEL : Péril ou distribuer, 70 fr. (85 fr.).

SERVICE DE LIBRAIRIE

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — J. DUBOIS : L'Économie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — E. BERTH : Guerre des États et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution et le stade (en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — J. BURKHAM : L'Ère des Organisations, 300 fr. (330 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Étatiste, 15 fr. (20 fr.). — R. LUXEMBOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. TYON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUJON : L'Ère de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — M. COLINET : La Tragédie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — C.A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.). — P.-L. TOMORI : Qui succédera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de la Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOETIE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — G. LEVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. CHIGA : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — KARL MARX : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.).

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire, 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort, 570 fr. (640 fr.). — A. KOEST-

comme un « néo-capitalisme », le démontre avec éloquence. Il faut absolument, dit-on, assurer en Chine le développement du capitalisme privé, pour assurer celui des moyens de production dans les conditions actuelles, bien entendu sous le contrôle vigilant de l'État chinois. La création d'entreprises capitalistes privées figure dans les bulletins de victoire économique du régime ; on répète aux ouvriers : « Ne gênez pas par vos revendications le développement de l'entreprise de votre patron. » — nous l'avons vu à propos des syndicats. D'autre part, la réforme agraire a été somme toute limitée ; tout ce qui prêtait de près ou de loin un appui à l'industrialisme en a été exécuté (par exemple, les grandes exploitations de cultures industrielles). Également, les anciens propriétaires fonciers ont été, certes, partiellement dépossédés, mais avec ménagements, afin de ne pas créer des foyers d'opposition au régime. La paysannerie riche s'est tirée honorablement du « partage des terres ». Si l'on compare cet ensemble de traits de la situation avec l'histoire de la Russie stalinienne on constate que les chefs du communisme chinois savent beaucoup plus où ils vont que ne le savaient les bolcheviques russes. Il est vrai que cela tenait aussi à un dynamisme révolutionnaire beaucoup plus grand des masses russes, qui gênaient et effrayaient d'abord les vieux bolcheviques, tandis que les stalinistes, dans l'ensemble, les faits sont là : les Chinois tentent, en conciliant dès le début la chèvre des anciennes couches exploitantes et le chou prolétarien, d'éviter les oppositions qui ont quelquefois manqué de briser la dictature du parti russe. Cette politique réussira d'autant plus que les masses seront plus inertes et se laisseront exploiter par leurs anciens exploiters au nom sacré des nouveaux maîtres, et de l'industrialisation.

On a souvent dit que la bourgeoisie, avec une politique à courte vue, était incapable d'assimiler les expériences historiques. C'est qui était vrai du capital libéral commençant à perdre sa signification avec le capital monopoliste, et devient rapidement faux avec le capitalisme bureaucratique d'État. La centralisation des appareils d'exploitation, la disparition des anciennes concurrences, de l'ancien marché, signifie la création de « cerveaux », de « techniciens » des méthodes de prise de pouvoir à l'avance tout chimérique espoir de glissement des partis communistes vers une politique révolutionnaire. Grâce à l'omniprésence du N.K.V.D., Staline assure l'écrasement dans l'œuf de tout ce qui pourrait contraindre le processus de bureaucratisation, condamne à l'avance tout chimérique espoir de glissement des partis communistes vers une politique révolutionnaire.

Cette idée est-elle compatible avec les théorèmes libertaires ? demandent certains. N'est-elle pas une critique de la « spontanéité révolutionnaire » ? Une telle question témoigne d'une mauvaise compréhension de ce qu'est la spontanéité révolutionnaire. D'une part, si l'on poursuit un effort de destruction de la vieille société en dehors de toute perspective théorique, ce n'est pas la société socialiste qui en sortira mais le chaos et du chaos ne peut naître qu'une dictature bureaucratique. L'État tout-puissant. D'autre part si l'on prétend les nécessités théoriques pour doter un comité central de tous les pouvoirs, on ira aussi sûrement au totalitarisme. La fonction théorique, ni atrophie, ni hypertrophie dans l'abstrait, doit être bien conçue, comme une confrontation incessante entre les éléments révolutionnaires, une éducation des « intellectuels » par l'expérience populaire et une fécondation de l'expérience populaire par les théories des « intellectuels ». Si ce processus s'effectue en dehors de toute pression bureaucratique, en dehors de tout dogme intangible, nous avons là la fameuse « spontanéité » qui maintient la pensée et l'action travailleurs sur le chemin de l'émancipation.

Le mépris de la théorie est aussi puéril et aussi dangereux que le culte de la théorie pour elle-même. En somme, ici comme ailleurs, c'est l'homme bien équilibré qui est ouvert à un réalisme conscient, qui est l'homme révolutionnaire.

René MICHEL.

(Voir les précédents numéros)

HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'Anarchie, tome I, 750 fr. (845 fr.). — L. LASSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — CRAPOUILLOT : Histoire de la Guerre (fasc. I), 300 fr. (330 fr.). — (Fasc. II), 300 fr. (330 fr.). — (Fasc. III), 300 fr. (330 fr.). — (Fasc. IV), 300 fr. (330 fr.). — (Fasc. V), 300 fr. (330 fr.). — Bo-bards 39-45, 300 fr. (330 fr.). — Les pieds dans le plat, 300 fr. (330 fr.). — François BARRET : Histoire du Travail, 100 fr. (105 fr.). — DOLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450

LES LIVRES

Le fait est là...

MERLE MILLER, ancien journaliste de guerre, s'est mis à écrire des romans et un beau jour il nous a donné : « Le fait est là » (1). C'est ainsi que nous nous sommes embarqués pour une vaste promenade dans les hautes sphères de la bureaucratie américaine et chez quelques Américains moyens obéissant aux règles sacro-saintes de « l'américan way of life ».

La promenade fut-elle agréable ? Non, pour parler franc elle fut plutôt oppressante... Si vous croyez encore au caractère idyllique de la démocratie américaine et si vous lisez le livre, vous irez de déceptions en déceptions et vous tournerez la dernière page absolument écœuré.

Merle Miller s'est proposé de centrer son ouvrage sur les activités du F.B.I. (Federal Bureau of Investigation) dont la tâche est de lutter contre les organisations subversives. La bête noire est le communisme, et que faut-il faire pour être considéré comme communiste ? Vraiment peu de chose, il suffit simplement d'avoir passé ses vacances dans un camp de jeunesse organisé par les jeunes étudiants ou encore d'avoir envoyé cinq dollars à la ligue du « combat pour la liberté ».

Il n'y a aucun secret pour le F.B.I. dans la vie des citoyens américains, tout est enregistré sur des dossiers, depuis les cris de bébé jusqu'aux révoltes contre les professeurs... Bradley Douglas est le héros de l'histoire.

toire, il n'est pas communiste mais passe pour tel ; il est longtemps suivi par les policiers, il est interrogé, on essaye par tous les moyens de le démoraliser, de le vider du peu de sens critique qui lui reste, une campagne de presse est organisée contre lui et tous les journaux marchent dans la combine, évidemment... finalement il est renvoyé du Département d'État où il occupait une haute fonction : son histoire est pénible !

Pénible aussi l'histoire de la secrétaire communiste doublement mécanisée, d'abord par le genre de vie américaine et ensuite par son parti. Elle récite les éditoriaux du Daily Worker « comme s'il s'agissait de la sainte Bible », elle parle de Wallace « comme

du Fils de l'Homme », elle achète des cigarettes à bon marché pour envoyer les trois cents gagnés par paquet à la caisse du parti, elle envoie d'ailleurs régulièrement à la caisse de ce parti vingt pour cent de son salaire :

On a l'impression d'avoir affaire à un robot !

Pénible encore l'histoire des imbéciles que le F.B.I. emploie, comme toutes les polices du monde, pour faire la basse besogne. Si vous lisez ce livre vous ferez connaissance avec Dickenson, typé parfaitement ignare et odieux qui pense que l'homme n'est qu'une machine et qui s'est vidé au profit de son métier de tout sens humain.

Gabriel Marcel a préfacé le livre, il n'a rien ajouté à l'histoire, nous savions à l'avance qu'un monde où il est impossible d'être soi-même, où il est impossible de penser librement, est un monde voué aux pires calamités.

Évidemment, la situation est peut-être moins pénible qu'en U.R.S.S. Bradley Douglas ne va pas en camp de concentration, mais au train où vont les choses peut-être demain ces camps fleuriront aux U.S.A. Et cela Gabriel Marcel se garde bien de le dire. Dans un avenir prochain on internera les gens accusés de propagande subversive, l'Orient et l'Occident auront fait un pas de plus sur la voie de la ressemblance, ce sera un signe certain, la guerre sera proche !... A moins que...

Michel MALLA.

(1) « Le fait est là », Librairie Plon (Peux croisées). En vente, 145, quai de Valmy.

★

Les éditions du journal Le Monde oient de sortir un livre dont l'auteur est un rédacteur du journal, Jacques Fauvel, intitulé « Les forces politiques en France ».

Sur un ouvrage de 350 pages, l'auteur liquide la Fédération Anarchiste en cinq lignes que voici :

« Il faut mentionner pour mémoire le mouvement anarchiste dont l'organe reparu en 1946, est le Libéraire et dont la devise serait le droit pour chaque individu de n'obéir à personne, et donc à aucun parti ni groupement. Mais le mouvement anarchiste est malgré tout assez organisé pour tenir des réunions de propagande et de bienfaisance ».

C'est tout. Ajoutons que le Libéraire est reparu en 1945 et non en 1946 et que pendant l'occupation il est paru quelques numéros clandestins. Disons que « Le petit Larousse illustré » lui-même donne une meilleure définition du mouvement anarchiste que celle fournie par M. Fauvel. Mentionnons enfin que la Fédération Anarchiste n'a rien à voir avec l'Armée du Salut et nous aurons une idée du sérieux et du souci de l'information de M. Jacques Fauvel, rédacteur du journal Le Monde.

LE CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

L'EXEMPLE JAPONAIS

Ceux qui se souviennent de ma polémique avec l'Internationaliste sur le thème « Démographie et Révolution » (dans les colonnes du Libéraire et de la Grande Réforme) comprendront sûrement avec quelle joie j'ai reçu du camarade M. P. T. Acharya, un militant anarchiste de Bombay, une épreuve d'article intitulé « These Japanese ! » (Ces Japonais !). Cet article corrobore la nécessité — essentielle à toute réforme sociale en Extrême-Orient — d'une libre restriction des naissances.

A la suite de Gandhi, et pour des raisons d'expansionnisme national ou de préjugé religieux, mais aussi d'intérêt capitaliste, le gouvernement de l'Inde est encore rebelle à la divulgation des moyens anticonceptionnels. Au Japon, par contre, une intense propagande est en cours dans la bonne direction ; et elle jouit de l'appui des milieux officiels, qui ont enfin renoncé au dilemme fasciste : « Éclater ou périr ». On pouvait croire aussi que la Chine révolutionnaire, en renversant le régime des généraux, des seigneurs de la terre et des usuriers opprimant la paysannerie, aurait brisé, elle aussi, les principaux obstacles à la pénétration des principes et des procédés de « génération consciente » dont nos amis chinois se sont faits les propagateurs. Mais la dictature de Mao Tse Tung ne nous laisse à cet égard que peu d'espoirs. Quant à l'Inde, plusieurs grands journaux — tel que le Kaiser-Hind, auquel collabore régulièrement M. P. T. Acharya — mènent campagne, là-bas aussi, pour la revalorisation de la personne humaine, qui ne saurait prévaloir que par la qualité opposée à la quantité.

« Une dépêche de l'United Press datée de Tokyo, annonce qu'une campagne d'hygiène est en cours, qui préconise le contrôle des naissances. Un film est projeté partout à travers le pays, mettant l'accent sur la nécessité d'une restriction de la natalité et démontrant l'usage des préservatifs. Il attire de vastes foules, principalement parmi les femmes. Le ministère de la Santé publique a officiellement approuvé la vente des produits spermaticides ».

« Le film commence par montrer, à l'aide de vieilles estampes, comment, par manque de contrôle sur la génération, les enfants nouveaux-nés étaient exposés ou étouffés à l'époque dite Foguwa, trois cents ans avant la naissance du Japon moderne. On assiste ensuite à une conférence donnée à des parents, où les questions habituelles sont posées. Une paysanne dit que les enfants sont « un don de Dieu » et demande s'il n'est pas sacrilège de s'opposer à leur naissance. Un docteur répond que le Japon est dans l'impossibilité de supporter un nouvel accroissement de population, et que des enfants moins nombreux auraient de meilleures chances de survie, d'éducation, de prospérité et de bonheur. La nature elle-même détruit des millions de germes, au hasard des fécondations ».

« Et mieux vaut établir l'équilibre entre les hommes et les subsistances par des moyens scientifiques que par la famine, les épidémies et la peste. » On assiste également à des discussions en plein air. Une jeune femme dit que le contrôle des naissances en disant qu'il conduira à l'abaisssement de la moralité sexuelle (c'est l'argument favori de Gandhi et de ses partisans). Une étudiante répond que la moralité sexuelle est une affaire de conscience individuelle, et non pas d'ignorance des moyens anticonceptionnels ».

« Finalement, un couple de jeunes époux visite une clinique de Birth-control. Un docteur leur expose en toute simplicité les connaissances utiles à l'aide de dessins. Une description des méthodes les plus sûres et les plus saines leur est donnée. Et le film s'achève par cette réflexion des nouveaux mariés : « Maintenant, nous savons comment mener une vie conjugale heureuse ».

« Les Japonais — ceci explique cela — ont toujours été un peuple sans pudibonderie ridicule. Leur vie sexuelle ne s'est jamais entourée de toutes les prohibitions et de tous les mystères dont on a prétendu faire la base d'une fausse moralité. Au début du XIX^e siècle, il était encore d'usage au Japon de quâter ses vêtements à la maison, et de se rendre nus, hommes et femmes, à la baignade, dans un lac ou une rivière ».

« Le gouvernement réprima cette pratique pour satisfaire aux préjugés des Occidentaux. En réalité, les Japonais faisaient preuve, dans leur nudité, de plus d'honnêteté et de chasteté que les hypocrites vêtus et stricts. Ce qu'on appelait barbarie, dénotait une civilisation plus saine. Les vêtements sont un voile sur la pensée. Un enfant qui ne distingue l'homme de la femme que par l'accoutrement et les accessoires imposés par la mode, est élevé dans une éducation malsaine à l'égard de la sexualité ».

« Les Japonais n'ont jamais entouré d'une réprobation injuste les femmes que la civilisation chrétienne traite de prostituées. Une fille de bonne famille peut devenir « Geisha » pour se constituer une dot ou payer les dettes de ses parents et est considérée comme remplissant un devoir filial. Elle n'a ensuite aucune difficulté à se marier. Il en résulte que le métier de Geisha est exercé dans des conditions plus humaines, et s'entoure d'un certain rituel artistique ; il comporte l'art du chant, de la danse, de l'improvisation poétique et de la manière raffinée de servir le thé. Il n'exclut ni le sentiment, ni l'amour, et une sorte de cérémonie nuptiale a lieu entre la fille et son compagnon occasionnel ».

« Un ambassadeur japonais en Russie présente une fille publique comme son amie dans une famille européenne. Ce fut un beau scandale lorsqu'on sut qu'elle était, et l'on demanda au diplomate comment il avait pu user d'une telle chose. Il répondit qu'il ne pouvait comprendre en quoi son amie était moins respectable qu'une mère de famille, dès lors qu'elle se conduisait aussi honorablement ».

(A suivre.)

(Christian Science Monitor).

Textes recueillis et traduits par A. P.

Victor SERGE

Mémoires

d'un Révolutionnaire

Prix : 600 fr. Franco : 670 fr.

Chez Renault COMMENT RÉTABLIR la démocratie ouvrière

VOICI qu'à nouveau une agitation se fait jour dans les usines Renault. Bien sûr, l'échec total essuyé ces derniers mois par les différents mouvements, tant à caractère politique que syndical, dans lesquels on a voulu entraîner les travailleurs de chez Renault, n'a pas été sans laisser des traces, une impression pénible que les meetings tenus par la C.G.T. à grand renfort de publicité n'ont certes pas dissipé. Il faut avouer que la question du réarmement allemand commence à être épuisée et qu'elle n'enthousiasme nullement les travailleurs qui sentent que les discours et des signatures n'ont rien d'efficace.

Cependant, en dépit de ces conditions défavorables, des idées nouvelles se sont concrétisées. Des travailleurs ont compris que le mal dont souffrait le mouvement ouvrier était l'absence de démocratie à la base, bien plus que l'inefficacité, tant vantée, des méthodes traditionnelles de combat. Ainsi sont nés, en différents points de l'usine des comités d'action démocratique rassemblant la quasi-totalité des ouvriers sur des revendications précises à caractère unitaire, débarrassées de tout contenu politique ou équivoque qui aurait pu empêcher l'adhésion d'un certain nombre d'entre eux.

Ce fut d'abord à la C. V. que l'idée se réalisa. A l'atelier 76.07, le mouvement débuta par l'établissement d'un cahier de revendications, en assemblée générale de tout l'atelier sur le lieu du travail pendant l'heure du repas (changement de classification qui avait été refusé malgré déléguations, débrayages) sur la base de 15 fr. non hiérarchisée, échelle mobile, etc. Malgré toutes les manœuvres des staliniens, d'accord le soir, revenu le lendemain avec deux contre-propositions qui furent rejetées. Le premier jour deux de ceux-ci particulièrement sectaires refusèrent de participer à la réunion, croyant sans doute qu'elle serait un échec, puis ils participèrent à la seconde amenant la confusion sur tous les points embrouillant les débats à l'extrême.

Ils présentèrent même un contre-cahier de revendications, après l'acceptation par la totalité de l'atelier, les staliniens y compris, du 1^{er} cahier! Un manifeste fut rédigé, dont nous donnons ici, sans modification aucune, quelques extraits.

Nous, ouvriers du 37.40 avons compris que l'unité de tous était nécessaire pour essayer d'arracher un peu plus que le niveau de vie de misère que nous avons.

Comment avons-nous procédé; tous les camarades de l'équipe ont décidé un jour de se réunir sans regarder l'appartenance politique ou syndicale, nous avons établi un cahier de revendications. Notre but n'est en aucune façon de détruire tel ou tel syndicat ou d'en créer un autre, nous ne visons qu'à combattre tous coudes à coudes contre l'exploitation capitaliste.

Dans ce Comité d'Unité d'Action seuls les travailleurs décident eux-mêmes démocratiquement après discussion. Nous n'acceptons aucune directive d'aucune organisation.

Nous adressons donc un appel à tous les travailleurs à toutes les organisations syndicales pour qu'ils nous aident largement dans cette tâche (faire l'Unité des Travailliers).

Que l'on confronte les cahiers établis par équipe, atelier par atelier, département par département, pour que l'accord se fasse un consensus, une Assemblée générale groupant tous les travailleurs.

Ce n'est que par l'Unité Démocratique.

Message de Belgique

A la lecture du « Drapeau Rouge » ou plutôt la lecture même des cahiers de revendications établis par les ouvriers d'Ougrée-Marbais provoque toujours une hilarité générale. Pensez donc : cet organe dit pas de mensonges en disant que le mouvement ouvrier d'Ougrée-Marbais est un mouvement d'ouvriers belges. C'est possible d'en redresser en un volume de 500 pages !

On était-il des politiciens qui ont pour non Jean Thérive et E. Lalmand, à l'époque de la formation de la III^e Internationale ? Jacquot, le fondateur du « Drapeau Rouge », que l'on connaît, était, lui, un homme droit et sincère, et s'il sortait de sa tombe, comme il s'exprimerait au milieu de nous, les mêmes valeurs du Comité central !

Ces super-patriotes — oubliés d'un certain manifeste où il est écrit « les prolétaires n'ont pas de patrie » — les bilatés aussi ! « la Libération », lorsqu'ils voulaient constituer une armée populaire, que le 5 janvier 1943, l'Eglise orthodoxe russe aurait dû soulever pour créer une nouvelle division de tanks pour l'Armée Rouge, le patriarche libanais D'Ornat venait cet argent, camarades libres-penseurs, ouvriers et paysans ? Le Livre soviétique « L'Armée secrète de la Russie » comment il est précis en rapportant ce fait...

Ces messieurs les missionnaires de l'Eglise staliniennne qui font du blabla autour du réarmement allemand, disent lutter contre la prolongation du service militaire et oublient régulièrement de révéler qu'au Paradis Soviétique, le service obligatoire va de deux à cinq ans !

Aussi, lorsque les Anarchistes préconisent le 3^e FRONT, ainsi qu'un nombre croissant de travailleurs, cela ne plait pas à nos staliniens. Seulement, ils ne peuvent empêcher les travailleurs et en général tout le peuple, de ne plus vouloir se faire massacrer pour les « civilisateurs américains » à coups de bombes, ni pour l'impérialisme stalinien, car ils savent qu'ils n'ont rien à gagner d'une victoire de l'un ou l'autre bloc.

Le moral des militants staliniens est aujourd'hui malade, fatigué des volte-faces continuelles. La grande masse des travailleurs n'a plus confiance aujourd'hui dans le P.C.B. car il s'est montré incapable d'un mouvement généralisé.

Les militants anarchistes, qui ne disent que trop bien le clinquant des phrases qui veulent voler les réalités politiques et sociales prononcées par un Jean Thérive se souviennent encore de la vraie révolution ! Aujourd'hui les militants d'Ougrée-Marbais, Flémalle-E., Bering, Mouscron, Carlerol, La Louvière, lancent leur mot d'ordre de résistance à la guerre; c'est le 3^e FRONT INTERNATIONAL REVOLUTIONNAIRE, le seul qui porte en lui les germes d'un réel succès et d'un véritable VRAI SOCIALISME.

ABSIL André.

N.B. — Camarades Belges, prenez contact avec les militants qui diffusent notre presse ou avec :

Pour Mouscron : André Absil, rue du Mont-Leux 27, Mouscron.

Pour Bruxelles : Fernand Duvoy, pour Ougrée : Cirilles, 68, rue du Tige.

LIBÉRATION

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

L'INTRANSIGEANCE du gouvernement Queuille, si elle s'explique par la situation dans laquelle le régime se trouve actuellement placé, ne rend pas entièrement compte de l'effervescence sociale généralisée qui se manifeste dans la région parisienne. Pour que la preuve soit faite, en effet, de l'immobilisme gouvernemental, il a d'abord fallu que les travailleurs des transports parisiens (Métro-Bus appuyés par les cheminots) déclenchent une action générale et ce n'est que devant le refus de toute discussion, les tentatives de sabotages de la grève, que les travailleurs de toutes les corporations ont enfin compris que la COALITION PATRONAT-ETAT ne céderait que contrainte par UNE COALITION OUVRIÈRE. Et si, finalement, on s'est rendu à l'évidence, c'est que, comme nous le soulignons il y a quelques semaines dans ces colonnes, exactement le 9 mars, un renouveau de l'esprit revendicatif s'est fait jour dans la classe ouvrière.

C'est pourquoi le mouvement actuellement déclenché, risque d'atteindre une ampleur jamais égalée depuis la « Libération ». D'ores et déjà, les secteurs du front ouvrier ou l'offensive a été lancée, grâce à la PRESENCE ET A L'ACTION D'ELEMENTS D'AVANT-GARDE, font prévoir, par leur étendue, la possibilité d'une GREVE GENERALE dans la région parisienne, tout au moins ! Comment la situation se présente-t-elle ?

● La grève des transports (Métro-bus) est toujours totale. Ne circulent qu'une dizaine d'autobus sur 2.000 et une soixantaine de rames de métro sur 450.

● La grève générale du gaz et de l'électricité, unanimement suivie dans la Région parisienne, paraît devoir être suivie en province également. Ces travailleurs qui, l'année dernière, ont été les premiers à manifester les promesses du gouvernement après une grève de deux semaines, recevaient encore, sans amélioration aucune, un salaire brut mensuel de 15.811 fr. à 18.775 fr. primes comprises.

● La grève des cheminots, qui, le 19 mars ne touchait que la gare Saint-Lazare, s'est étendue aux gares Montparnasse, Invalides, Orsay, Est, Lyon, Bastille, Nord et Austerlitz. De nombreuses « grandes lignes » vont également être paralysées. Les cheminots revendiquent un acompte provisionnel de 6.000 francs par mois. Déjà le trafic est stoppé à Dijon, Le Mans, Angers, Caen, Rennes, Lyon, Orléans, Nantes, Dieppe, Nantes, Laroche, Sotteville, Tours, Toulouse, Le Havre, Chartres.

● Transporteurs de marchandises : les services automobiles des gares (transit de bagages, livraison pour les Halles centrales) sont en grève.

● Chauffeurs de cars : les chauffeurs de chez Citroën, dont les autocars desservent les portes de Paris, ont débrayé. Les chauffeurs d'autocars de remplacement suivent le mouvement.

● Taxis parisiens : grève d'avertissement de 24 heures lancée par le syndicat C.G.T.

● Nettoyement : menace de débrayage dans toute la Région parisienne.

● Air France : effervescence parmi les personnels, qui réclament un acompte provisionnel de 7 p. 100 et une nouvelle prime. Ces demandes représentent une augmentation d'environ 5.000 francs par mois.

● Bâtiment : le succès de la grève du 21 mars laisse prévoir une extension.

● Fonctionnaires : la Journée revendicative du 19 mars unanimement observée sera, selon les communiqués des

syndicats F.O. et C.G.T., le point de départ d'une action commune.

● Mineurs : c'est le 20 mars que le gouvernement a, une fois de plus, omis de se prononcer clairement sur les revendications des travailleurs de la mine. L'agitation s'accroît.

● Métallurgie : l'effervescence qui se manifeste à Nantes gagne la région parisienne. Des menaces de grève pèsent dans un certain nombre d'usines. Simca, Rosengart, Panhard, Alsthom, Unic, Chausson, ainsi qu'à la Régie Renault.

● Divers mouvements : Service des Eaux, Pompes funèbres, Outillage Japy viennent de débrayer.

Le gouvernement, de son côté, veut à tout prix gagner du temps, éviter de satisfaire les revendications qui, somme toute, correspondent au programme social si hautement vanté lors de l'investiture. Quel palliatif a-t-il trouvé à la satisfaction immédiate des revendications ? La réunion pour le 27 mars seulement de la Commission

supérieure des conventions collectives ! Déjà les syndicats dressent leurs plans.

Voici les positions essentielles que les trois principales centrales syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O., défendent en Commission supérieure des conventions collectives :

C.G.T. : fixation du salaire minimum garanti interprofessionnel à 115 francs de l'heure. Application de l'échelle mobile. Suppression des zones.

C.F.T.C. : révision du minimum interprofessionnel garanti (il ne devrait pas être inférieur à 18.000 fr.). Application de l'échelle mobile. « Harmonisation » des zones de salaires.

C.G.T.-F.O. : révision du minimum garanti. Application de l'échelle mobile. Suppression des zones de salaires. Signature de conventions collectives.

Cependant, d'heure en heure, la situation devient de plus en plus tendue. Tous les travailleurs sentent qu'en déclenchant une action revendicative pendant une même période, les chances de victoire augmentent pour tous. Les anarchistes n'ont jamais proclamé autre chose ! Le moment est venu pour tous les travailleurs, au sein de leurs entreprises, de promouvoir une action immédiate, d'écarter délibérément les questions de primes, il importe maintenant de lutter pour une augmentation du salaire brut, garanti par l'échelle mobile des salaires. Contre le chômage, revendiquons les 40 heures payées 48 ! Il faut, de plus, pour ne pas devoir, comme l'année dernière, revendiquer d'abord la prime de vacances et ensuite, n'ayant rien obtenu, la prime de retour, poser dès maintenant le principe d'une extension du régime des congés payés...

La Commission Syndicale de la Fédération Anarchiste appelle tous les travailleurs à entrer solidairement dans le combat contre la coalition patronat — gouvernement pour que, le plus tôt possible, se déclenche dans la région parisienne la GREVE GENERALE qui assurerait le succès des revendications et redonnerait à toute la classe ouvrière de ce pays le sens de ses possibilités !

La Commission Syndicale.

LES PROVOCATIONS

(Suite de la première page)

Pendant ce temps, les cours de la viande, des légumes, de l'épicerie montent spéculativement. Les impôts sont lourds, la reconstruction est somnolente, la « vie » est de plus en plus chère.

Les travailleurs sont de moins en moins dupes.

Ce qui les arrête actuellement, c'est leur faiblesse due à la division et au travail de sape des politiciens et des inamovibles du « syndicalisme ».

Mais pour combien de temps ? Ils savent très bien que tôt ou tard ils devront porter le combat économique sur un terrain neuf : l'action gestionnaire.

Quel crédit pourrait avoir la grève des transports si, au lieu de contribuer à embouteiller les rues de Paris et à paralyser d'autres catégories de travailleurs, les travailleurs du métro-bus organisaient les transports gratuits !

Ils atteindraient directement le point sensible de l'Administration et du capitalisme financier, et susciteraient l'enthousiasme des couches de populations qui « prendraient de la graine » pour transposer ce système sur le plan industriel. Vous verrez alors les Pouvoirs Pu-

blics capituler et non narguer les salaires bas des travailleurs de la R.A.T.P. en faisant circuler à gros frais autocars et camions militaires.

Chacun connaît l'entêtement de l'Etat jaloux de son autorité, dont les chefs d'entreprise ont beaucoup hérité : plutôt perdre 100 milliards que les travailleurs paient indirectement par les impôts que d'accorder 10 milliards de revalorisation de salaires.

Mais soulignons pourtant que ce sont des faits de ce genre qui éclairaient les travailleurs et leur indiquent la voie à suivre : la gestion directe des entreprises, pour le bien commun, pour le respect de l'homme libre assuré d'une tranquillité digne.

ZINOPOULOS.

LE COMBAT PAYSAN

RAYO, si notre rubrique « Le Combat paysan » nous apporte chaque jour certaines critiques de camarades ! Loïn de nous en plaindre, nous ne pouvons mieux faire que de nous en féliciter. Nos camarades nous ont fait attendre. Désormais nous ne serons plus seuls à mener le combat. D'ores et déjà nous pouvons envisager les possibilités pleines d'espoir d'un travail d'équipe.

Je répondrai aujourd'hui à nos camarades qui nous ont fait attendre. Il joint à sa lettre deux articles de Robert Lebrun parus dans le N° 89 et 90 de « Libération » sous le titre : Le Socialisme et la question agraire. J'y trouve souligné à mon intention un extrait d'un article d'Engels publié en 1894 dans la « Neue Zeit ».

Comment, écrit Engels, pourrait-on aider le paysan, non en tant que prolétaire mais comme propriétaire actuel, sans violer les principes fondamentaux du socialisme ? Ce qu'il faut, c'est faire comprendre aux paysans que nous ne pouvons sauver et conserver leurs maisons et leurs champs que par la transformation de cette propriété en propriété collective.

Jamais nous ne pourrions promettre au paysan parcelle la conservation de la propriété privée et de son exploitation individuelle contre les forces de production capitalistes.

Avons-nous préconisé autre chose ? Nous soutiendrions la petite propriété dans l'immédiat, uniquement dans le cadre où celle-ci reste une exploitation familiale. Bien entendu, elle s'écarterait d'elle-même, tant en s'agrandissant elle fait appel à une main-d'œuvre étrangère. Nous n'enons à rester fidèles à notre idéal. Point de soutien à l'exploiteur, aussi resté soit-il.

Mais notre correspondant a oublié de souligner ce qu'Engels s'empresse d'ajouter.

« Quand nous serons au pouvoir, nous ne pourrions songer à exproprié le petit paysan par la force (avec ou sans indemnité, peu importe) comme nous serons obligés d'en faire avec les grands propriétaires fonciers ».

Ceci est clair, net. Engels conçoit donc jusqu'à la prise du pouvoir, l'impossibilité de faire disparaître la petite propriété. Il n'est point dans nos intentions de priver des paysans de leur propriété, mais d'arriver à une collectivisation des petites propriétés. Notre ligne de conduite jusqu'ici ne peut être différente de celle tracée par Engels, ce dernier va même plus loin, il envisage, après le triomphe de la révolution, de prendre par la violence la propriété foncière des grands propriétaires fonciers, et de la transformer en propriété collective.

Notre tâche immédiate vis-à-vis du petit paysan est de transformer son exploitation et sa propriété privée en exploitation collective et cela non par la violence, mais par l'exemple et l'offre de l'aide sociale. Cela après avoir provoqué la révolution en montrant aux paysans la nécessité, dès maintenant, de se grouper en coopératives, puis en fédérations, afin d'être assez forts pour entreprendre la lutte contre les gros propriétaires fonciers, soutiens de l'Etat et du capitalisme.

Si nous arrivons à faire comprendre aux paysans que l'exploitation rurale poussée au plus haut degré de concentration produira déjà en soi d'importantes avantages, j'ai la certitude que nous aurons fait un grand pas sur le chemin nous conduisant à l'édification d'une société meilleure.

J'aimerais qu'un instant nos camarades et amis cessent de prendre leurs rêves, aussi magnifiques soient-ils, pour des réalités, qu'ils délaissent la critique souvent par trop facile pour étudier le problème avec un peu plus de sérieux et d'objectivité.

La route est longue, de la révolution aux réalisations, ne perdons pas notre temps à épiloguer sur des détails sans importance. Employons-nous à construire, en recherchant l'équilibre parfait entre les antagonismes.

Pour la Commission paysanne, PRETRE.

Augmentation des salaires agricoles dans la Somme

Après les ouvriers agricoles de l'Aisne, de Seine-et-Marne, de la Marne, des Bouches-du-Rhône, ceux de la Somme obtiennent une majoration de leurs salaires qui est d'environ 15 %, sur la base d'un accord provisoire. Cet accord entre en application à compter du 1^{er} février.

Sur la demande des ouvriers agricoles de la Somme, un examen des conditions de travail dans le département aura à nouveau lieu prochainement, concernant le bétail des bétailleurs.

LES SAISIES CONTINUENT DANS L'AIN...

M. Cavalier à Saint-Eloi, grâce à la solidarité des paysans de Villars, Monlieux, Chamois, Meximieux, a évité la vente-saie.

M. Cavalier, comme beaucoup de cultivateurs, n'avait pu acquiescer le prélèvement Mayer.

La politique antipaysanne et anti-ouvrière du gouvernement a été une fois de plus mise en évidence.

...ET DANS LE LOIRET

A Olivet, les cultivateurs attendent de pied ferme la visite de l'huissier. Ce dernier doit se présenter prochainement chez M. Duru-Raton, petit cultivateur, pour procéder à la saisie des meubles et d'un cheval de trait.

La encore la solidarité fera échec à l'officier ministériel et à la police.

LE LAIT, LE PRODUCTEUR, L'INTERMEDIAIRE ET LE CONSOMMATEUR

Le préfet du Tarn-et-Garonne a fixé le prix du lait à la production à 21 fr. 50 le litre, procédant ainsi à une baisse de 3 fr. par litre par rapport au cours de décembre.

Dans les villes, les consommateurs pourraient se réjouir si ces 3 fr. n'allaient tomber dans la caisse des sociétés laitières...

A titre d'exemple signalons que la société laitière Gervinay a réalisé en un an le bénéfice coquet de 118 millions 719.000 francs. Les sociétés laitières font ainsi leur beurre au détriment des producteurs et des consommateurs.

TRACTEURS RENAULT ET PAYSANNERIE FRANÇAISE

Au cours d'une étude intéressante sur la Régie Renault, Alexandre Werth, dans l'hebdomadaire britannique « Statesman and Nation » du 17 mars, écrit ce qui suit :

« J'ai découvert chez Renault, que la grande majorité des tracteurs fabriqués sont destinés à l'exportation. L'agriculture française, sur le prix anormalement élevé des tracteurs, ne peut utiliser la technique moderne. L'agriculture hautement modernisée en France est un rêve de 1945 qui ne s'est pas réalisé ».

Après cela, M. Pflimlin peut toujours parler d'expansion agricole !

LE COMBAT OUVRIER

BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS

A Gennevilliers, chez Technibet, grève depuis le 15 octobre. Les salaires trop bas qui ne dépassent pas 78 fr. de l'heure pour le manoeuvre et 87 fr. pour le compagnon sont à l'origine du mouvement.

A Vitry, chez Deschiron, les 200 travailleurs du bâtiment qui, après avoir déposé leur cahier de revendications pour l'obtention d'une augmentation horaire de 20 fr. s'étaient mis en grève début mars dans le chantier de la centrale électrique, continuent le mouvement.

A Flins (Seine-et-Oise), un mouvement pour les 20 % a lieu également au chantier Labatut.

Au chantier de l'entreprise Tacei, avenue Paul-Doumer (Paris-16^e), les ouvriers engagés l'action pour les 20 francs de l'heure en plus.

En province, au chantier du barrage d'Eglers, les travailleurs de l'entreprise Bernard Dautry poursuivent la grève depuis un mois. Au barrage d'Eglers également, les travailleurs de l'entreprise CEM obtiennent une augmentation de 17 fr. de l'heure.

Au chantier de Saclay, grève d'avertissement.

OUVRIERS BOULANGERS

En Haute-Vienne, après la grève commencée le 7 mars et qui avait enregistré des succès à Limoges et à Saint-Junien, les ouvriers boulangers obtiennent 20 % d'augmentation à partir du 8 janvier 1951.

En Dordogne, notamment à Périgueux, les ouvriers boulangers, après grève, obtiennent 15 % d'augmentation à titre provisoire.

A la suite de ces succès, la grève démarre à Tours.

VILLERUPT (M.-et-M.)

A Brie, le tribunal condamne les militants ouvriers de Villerupt aux peines suivantes :

Vasquez et Alléherit : un an de prison, cinq ans d'interdiction de séjour ; Maertenz et Bellini : six mois de prison.

Au moment de l'arrestation, Vasquez et Alléherit s'échappent avec l'aide des ouvriers.

Aux usines Sonelle-Mauberge et Erserange, le service la minoir débraye afin de manifester contre le jugement inique rendu à Brie et par lequel ont été condamnés qua-

tre militants ouvriers qui avaient participé à la grève des fondeurs des aciéries de Micheville.

En outre, 3.000 ouvriers manifestent devant les bureaux de l'usine de Villerupt.

GIRONDE

A Rion-des-Landes, chez Plisson, après 4 jours de grève, les travailleurs obtiennent une prime de déplacement qui passe de 55 à 200, 320 et 400 francs par jour, ainsi qu'une prime de salissure de 60 fr.

Chez Pout et Chausson, les travailleurs obtiennent 11 à 13 % d'augmentation.

A Floirac, aux Ciments Français, obtention de 13 %.

A Bordeaux, pour la 5^e fois, les 2.400 ouvriers des travaux d'éclairage ont obtenu une prime d'attente de 5.000 fr. par mois que leur refuse la municipalité R.P.F.

CHARENTE

Papier-Carbon. Une augmentation de 10 % sur tous les salaires à compter du 28 février est obtenue.

NANTES

Grève d'avertissement de près de 10.000 métallurgistes afin d'exiger la conclusion rapide des conventions collectives.

NARBONNE (AUDE). — Fonderie Rousé : Divers mouvements revendicatifs se sont produits. 1^o Arrêt de travail de deux heures pour solidarité contre les brimades patronales. Résultat : heures de grève payées, sanctions enlevées. 2^o Grève revendicative d'une semaine. Résultat : augmentation accordée de 10 %. 3^o Grève de solidarité. La direction incrimine le délégué du personnel sous prétexte de faute professionnelle. Les ouvriers débrayent.

PUJAO (AUDE). — Construction et réparation de wagons-foudres. — A la suite d'une délégation auprès de la direction, le personnel obtient 5 fr. d'augmentation horaire et une prime mensuelle de 1.000 fr.

LEZIGNAN (AUDE). — Grève du Bâtiment. — Après 13 jours de grève, les ouvriers du Bâtiment obtiennent une augmentation de 11 %.

ASNIERES

Les grévistes de chez Citroën poursuivent la lutte.

BOIS-COLOMBES

Chez Hispano, après la grève des polisseurs qui demandaient, il y a près d'un mois, une prime d'incommodité de 10 fr. de l'heure, grève des ouvriers fondeurs pour les 10

francs, l'échelle mobile, la prime de transport à 1.000 fr. et le paiement du lundi de débrayages successifs.

BONDY

A la Fonderie Moderne Automobile, 700 travailleurs obtiennent à la suite de leur action une augmentation horaire provisoire de 9 fr.

BOUGIVAL

10 % d'augmentation des salaires aux Etablissements Mabot.

COURBOVOIE

Chez Borgo, pistons, débrayage des métallurgistes avec comme objectif 3.000 fr. d'augmentation par mois.

Chez Electro (métaux), les polisseurs obtiennent une augmentation de 10 fr. de l'heure après débrayage. Les ouvrières débrayent pour une augmentation horaire de 15 francs.

GENNEVILLIERS

Chez Chausson, débrayage de certaines équipes pour que la prime de 2.000 versée en février soit versée chaque mois.

LA COURNEUVE

A la S.N.C.A.S.E., 4 à 6 fr. horaire d'augmentation pour les ajusteurs (Bâtiment J), 10 fr. pour les tôliers (Bâtiment M) sont accordés.

PUTEAUX

Chez Unic, débrayage total en vue de faire réintégrer 3 travailleurs licenciés.

SAINT-DENIS

Aux « Métaux et alliages blancs », les travailleurs se prononcent pour la grève à la suite d'un refus patronal concernant l'augmentation des salaires. Les 15 fr. de majoration horaire sont l'objectif.

Aux Wagons-Lits, le personnel obtient 10 % d'augmentation.

Appel des travailleurs du rail (F.T.R.)

La Fédération des Travailliers du Rail adhérente à la Confédération Nationale du Travail, invite tous les cheminots à prendre conscience de leurs responsabilités et à participer sans restrictions à la grève illimitée qui a pris naissance à Paris. Nos revendications immédiates sont :

1^o trente mille francs par mois à l'échelle 1 avec augmentation dégressive pour arriver à zéro à l'échelle 19 ; 2^o refonte des allocations familiales. Allocation maximum, non hiérarchisée, pour le premier enfant, dégressive pour les suivants : rien à partir du 5 ; 3^o échelle mobile unilatérale des salaires ; 4^o semaine de 40 heures ; 5^o suppression des zones de salaires, etc...

La F.T.R. recommande à tous de ne pas céder aux intimidations et pressions exercées par le gouvernement qui préfère continuer sa politique de régression sociale afin de pouvoir alimenter le budget de la guerre et des forces de répression, plutôt que de donner satisfaction aux justes revendications des cheminots et du monde du travail affamé.

Le Bureau des Travailliers du Rail (C.N.T.).